



FRANCE

BIARRITZ
2019

PRÉSENTATION DES OBJECTIFS
DE LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU G7
— 7 FÉVRIER 2019

DOSSIER DE PRESSE





CONTEXTE GENERAL

Depuis le 1^{er} janvier 2019, la France assure la présidence du G7.

La France a exprimé son souhait de renouveler profondément les formats et l'ambition du G7, autour du fil conducteur de la présidence française du G7, dévoilé par le Président de la République lors de son discours devant la 73^e Assemblée générale des Nations Unies : la lutte contre les inégalités. Ce renouvellement se traduira notamment par la volonté d'associer d'autres partenaires et acteurs au dialogue : des pays africains, les organisations internationales et des représentants de la société civile.

A la demande du Président de la République, Monsieur Jean-Yves LE DRIAN, Ministre de l'Europe et des affaires étrangères, accompagné de Madame Nathalie LOISEAU, Ministre chargée des affaires européennes, s'est rendu en décembre dernier à Biarritz – ville hôte du sommet du G7 qui aura lieu du 24 au 26 août 2019 - pour lancer la présidence française. Les objectifs de la présidence française du G7, les principaux

éléments de calendrier ainsi que l'identité visuelle du G7 de Biarritz ont été dévoilés à cette occasion. Ce déplacement a également permis de faire le point avec les élus et les principaux acteurs économiques locaux sur la préparation de ce grand événement international. A ce titre, les discussions ont visé à définir, en lien avec les acteurs de terrain, les meilleurs moyens de valoriser le territoire hôte du sommet.

La première réunion des « sherpas G7 » (représentants des chefs d'Etat et de gouvernement des pays du G7) s'est tenue les 4 et 5 février 2019 à Lyon.

LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU G7 EN 2019

La présidence du G7 est une présidence tournante ; chaque année, le G7 est présidé par un des pays membres, selon le même ordre : France, États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Japon, Italie et Canada. La présidence française en 2019 succède donc à la présidence canadienne, et ce sont les États-Unis qui prendront la présidence du G7 à partir du 1er janvier 2020.

En assumant la présidence du G7, la France a la responsabilité d'organiser le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement. Elle détermine les grandes priorités qui seront au cœur des discussions, fixe un calendrier de réunions préparatoires et facilite l'animation des travaux. Le pays hôte est également en charge des relations avec les pays non membres, les organisations internationales et la société civile.

DATES CLÉS DE L'ANNÉE DE PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU G7

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement se tiendra à Biarritz, du 24 au 26 août 2019. Les réunions ministérielles et les réunions des sherpas seront organisées à Paris et dans plusieurs villes à travers la France, dont les lieux seront confirmés progressivement pendant la présidence française.

Neuf réunions des ministres du G7 devraient se tenir selon le calendrier suivant :

- 5 et 6 avril : Affaires étrangères et Intérieur
- 5 et 6 mai : Environnement
- 9 et 10 mai : Egalité entre les femmes et les hommes
- 16 et 17 mai : Santé
- 6 et 7 juin : Social
- 4 et 5 juillet : Développement et Education
- 17 et 18 juillet : Finances

LES PRIORITÉS DE LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU G7 S'ARTICULERONT AUTOUR D'UNE AMBITION CENTRALE : LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS

Lors de son discours à la 73e Assemblée générale des Nations Unies, le Président de la République a annoncé que la lutte contre les inégalités serait le fil conducteur de la présidence française du G7.

Dans ce cadre, cinq objectifs seront poursuivis :

- la lutte contre les inégalités de destin, en mettant l'accent sur l'égalité entre les femmes et les hommes, l'accès à l'éducation et à des services de santé de qualité ;
- la réduction des inégalités environnementales grâce à la mobilisation de financements accrus en faveur du climat et à la conduite d'une transition écologique juste, centrée notamment sur la préservation de la biodiversité et des océans ;
- la promotion de politiques commerciales, fiscales et de développement plus justes et équitables ;
- l'action pour la paix, contre les menaces sécuritaires et le terrorisme qui déstabilisent les fondations de nos sociétés ;
- l'exploitation de manière éthique et centrée sur l'humain des opportunités offertes par le numérique et l'intelligence artificielle.

UN PARTENARIAT RENOUVELÉ AVEC L'AFRIQUE

Ce partenariat comprendra deux volets :

1. L'Afrique est le continent le plus jeune du monde. Mais la répartition inégale des bénéfices de la mondialisation contribue au creusement des inégalités dans cette région et génère un manque de perspectives d'avenir. Les besoins en investissements, notamment dans les infrastructures, demeurent considérables, alors même qu'un effort doit être mené pour améliorer les conditions de l'investissement pour

des projets durables au bénéfice des populations. L'un des premiers objectifs du G7 de Biarritz sera donc de nouer un partenariat avec l'Afrique, en mettant en avant trois priorités : i) la création d'emploi durable ii) l'appui à l'entrepreneuriat, en particulier féminin et iii) l'amélioration et la prévisibilité des conditions favorables à l'investissement.

2. En lien avec ses partenaires du G5 Sahel, le G7 adoptera par ailleurs une initiative en faveur du Sahel qui reposera sur l'élargissement des soutiens à l'Alliance pour le Sahel, mais aussi l'accroissement des efforts en faveur du développement humain par l'éducation et la santé. L'amélioration des perspectives économique et la résilience aux chocs, et le renforcement de la lutte contre les trafics viendront compléter nos efforts pour soutenir cette région.

L'IMPLICATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

On ne peut avancer vraiment et de manière efficace sans mettre tout le monde autour de la table : décideurs publics, mais aussi entreprises et citoyens. Cette démarche est déjà celle du Président de la République sur le climat avec la coalition One Planet qui met en œuvre des actions concrètes pour le climat en réunissant tous les acteurs concernés.

Ce format s'appliquera également au G7.

Il se concrétisera notamment par l'association des « groupes d'engagements du G7 ». Ces groupes autonomes rassemblent des acteurs représentatifs de la société civile dans les sept pays membres :

- Les jeunes (G7 Youth)
- Les femmes (G7 Women)
- Les organisations non gouvernementales (G7 Civil)
- Les syndicats (G7 Labour)
- Les employeurs (G7 Business)
- Les groupes de réflexion indépendants (G7 Think tanks)
- Les académies des sciences (G7 Science)

Sous l'impulsion d'une organisation du pays hôte, ils élaborent des recommandations à destination des Leaders. La France veillera à favoriser l'association de ces groupes tout au long du processus de travaux qui mènera jusqu'à Biarritz.

Pour renforcer encore davantage les synergies, un groupe de travail dédié du Conseil National du Développement et de la Solidarité Internationale (l'enceinte privilégiée de dialogue et de concertation de l'Etat sur les politiques de développement et de solidarité) a été créé pour nourrir les réflexions des experts et les travaux des ministres.

Des événements sur les grands enjeux de la présidence, portés en région par des acteurs locaux, seront enfin organisés pour rapprocher les citoyens du G7 dans les territoires.

UNE NOUVELLE ÉDITION DU ONE PLANET SUMMIT À BIARRITZ

La lutte contre le changement climatique et la préservation de la biodiversité étant l'une des priorités de la présidence française du G7, une nouvelle édition du Sommet One Planet se tiendra dans le cadre du Sommet. Conçu comme un « accélérateur de projets », le Sommet One Planet incarne une coopération internationale concrète et efficace sur le climat. Il vise à catalyser et amplifier l'action de coalitions multi-acteurs (Etats, collectivités locales, société civile, secteur privé, banques de développement) sur des projets ayant des objectifs concrets et dont les progrès font l'objet d'un suivi.

Après une première édition à Paris (12 décembre 2017) puis à New York (26 septembre 2018), un Sommet One Planet sera organisé à Nairobi le 14 mars 2019, en marge de l'Assemblée des Nations unies pour l'Environnement. A Biarritz, une nouvelle édition permettra de valoriser les résultats de Nairobi et de lancer de nouvelles initiatives sur la finance climat, la biodiversité et les océans.

RÉUNIONS MINISTERIELLES

Les réunions des ministres du G7 qui se tiendront entre avril et juillet 2019 se concentreront sur les objectifs suivants :

5 ET 6 AVRIL 2019

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET INTÉRIEUR

Affaires étrangères :

- Coordonner l'action internationale en réponse aux crises politiques et sécuritaires
- Soutenir les opérations africaines de paix, en assurant leur financement prévisible et durable, et en œuvrant à la sécurisation du Sahel.
- Promouvoir le rôle des femmes dans les processus de paix, par une mise en œuvre résolue de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité.
- Travailler sur le renforcement de la confiance et de la sécurité dans le cyberspace.

Intérieur :

- Coordonner notre action pour lutter plus efficacement contre le terrorisme.
- Renforcer notre action conjointe pour lutter contre les trafics d'êtres humains et les réseaux de passeurs.
- Mobiliser pour lutter contre les crimes environnementaux.

Réunion conjointe des ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur :

- Lutter contre les trafics, notamment dans la région du Sahel.
- Renforcer la coordination du G7 pour lutter contre les ingérences étrangères dans le fonctionnement de nos démocraties.

5 ET 6 MAI 2019

ENVIRONNEMENT

- Agir de front en faveur du climat, des océans et de la biodiversité, en s'appuyant sur la recherche scientifique.
- Mobiliser et élargir des coalitions d'acteurs ambitieux, notamment dans le cadre du One Planet Summit, et porter au plus haut niveau de l'agenda politique des solutions concrètes à fort impact pour le climat, les océans et la biodiversité.

- Promouvoir des innovations financières qui associent des ressources publiques et privées pour rediriger massivement les investissements vers les projets bons pour la planète et pour le bien-être des populations.

9 ET 10 MAI 2019

ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

- Faire de l'égalité entre les femmes et les hommes une grande cause au niveau mondial, sur le modèle de la Grande cause du quinquennat pour l'égalité Femmes/Hommes du Président de la République.
- Identifier les lois et les pratiques les plus favorables aux femmes dans le monde et proposer aux pays du G7 et affinitaires un bouquet législatif et les meilleures pratiques à appliquer. Ce bouquet, en concertation avec le Conseil Consultatif pour l'égalité entre les sexes, permettra à chaque pays de s'engager sur une ou plusieurs lois à mettre en œuvre.
- Protéger les femmes dans le monde, que ce soit dans la lutte contre les violences ou le droit à disposer de leur corps.
- Œuvrer, avec la société civile, à l'émancipation des filles et des femmes par l'éducation, en appuyant l'entrepreneuriat des femmes et en favorisant l'égalité professionnelle.

16 ET 17 MAI 2019

SANTÉ

- Renforcement des soins de santé primaires, permettant d'afficher un engagement français cohérent en faveur des populations les plus vulnérables et de la réduction des inégalités de santé.
- Mobiliser nos partenaires en vue de la Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial, qui se tiendra le 10 octobre 2019 à Lyon.

6 ET 7 JUIN 2019

EMPLOI / « G7 SOCIAL »

- Renforcer la dimension sociale de la mondialisation et la justice sociale par l'intégration des normes internationales du travail dans le système multilatéral.
- Mobiliser l'ensemble des acteurs (gouvernements, organisations internationales, agences de développement, secteur privé) en faveur d'une alliance pour l'accès de tous à une protection sociale de qualité.
- Accompagner les transformations numériques et leur impact sur l'avenir du travail, en mettant en capacité les individus pour faire face aux transformations du monde du travail.
- Favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes par des instruments efficaces pour mettre fin aux inégalités de salaire et de carrière ; éliminer la violence et le harcèlement à l'égard des femmes et des hommes dans le monde du travail.

4 ET 5 JUILLET 2019

DÉVELOPPEMENT ET EDUCATION

Développement

- Investir dans le développement humain (éducation, santé, égalité femmes-hommes) au Sahel avec l'appui des organisations internationales.
- Prévenir les fragilités dans cette même région sahélienne, notamment en renforçant les capacités de gouvernance des pays du G5.
- Appuyer la création d'emploi en milieu rural et lutte contre la malnutrition.

Education

- Lutter contre les inégalités sociales grâce à l'école et aux enjeux que représente la scolarisation précoce, notamment pour l'acquisition des savoirs fondamentaux : lire, écrire, compter et respecter autrui.
- Offrir une formation initiale et continue de qualité aux enseignants par l'innovation pédagogique et l'apport de la recherche.

Réunion conjointe des ministres du Développement et de l'Éducation

- Amplifier la dynamique en faveur de l'éducation lancée par la reconstitution du Partenariat Mondial pour l'Éducation pour une éducation de qualité partout dans le monde, pour porter collectivement des avancées concrètes sur l'éducation et l'objectif de développement durable 4 (« éducation de qualité » dans le cadre de l'Agenda

da 2030 des Nations unies).

- Promouvoir la question de la formation professionnelle au service de l'autonomisation et de l'insertion socio-professionnelle des jeunes.
- Promouvoir l'éducation et l'autonomisation des filles, en agissant sur les leviers de leur scolarisation (approche multisectorielle) lors d'une conférence internationale.

17 ET 18 JUILLET 2019

FINANCES

- Défendre un agenda de réduction des inégalités au sein des pays développés et améliorer le financement du développement.
- Construire une mondialisation équitable fondée sur des règles partagées par tous, en luttant résolument contre les pratiques de sous-imposition et d'évasion fiscale et en prenant mieux en compte les enjeux liés au numérique, en particulier pour les plateformes.
- Renforcer la résilience du système financier face aux crises et aux nouveaux risques, en particulier en améliorant la cybersécurité.

LE G7 : MEMBRES, HISTORIQUE, FONCTIONNEMENT

QU'EST-CE QUE LE G7 ?

Le groupe des sept (G7) est un groupe informel de sept pays dont les chefs d'Etat et de gouvernement se réunissent lors d'un sommet annuel. Il n'a ni existence juridique, ni secrétariat permanent, ni membre de droit. C'est la présidence, assurée par un des sept pays et tournante chaque année, qui fournit les moyens nécessaires aux travaux du groupe.

QUI SONT LES MEMBRES DU G7 ?

Les membres du G7 sont l'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni. D'abord G6 lors de sa première rencontre en 1975, à Rambouillet, le groupe devient dès l'année suivante le G7 avec l'intégration du Canada.

Les pays du G7 représentent aujourd'hui près de 40% du PIB mondial et 10% de la population mondiale : ils représentaient 70% du PIB mondial à la création du groupe, en 1975. L'Union européenne a été progressivement associée au G7 dès 1977. Elle participe désormais à toutes les discussions et est représentée conjointement par le président du Conseil européen et le président de la Commission européenne.

POURQUOI LE G7 A-T-IL ÉTÉ CRÉÉ ?

Le G7 a été créé à l'initiative de la France dans le contexte de la crise qui a suivi le premier choc pétrolier. Conçu comme un cadre de dialogue informel entre les plus grandes puissances économiques, son objectif était d'abord d'offrir une enceinte de coordination des politiques économiques et financières, affranchie d'un protocole spécifique. Au fil des ans, les travaux du G7 se sont étendus aux enjeux où l'action collective est indispensable : la paix et la sécurité, la lutte contre le terrorisme, le développement, l'éducation, la santé, l'environnement et le changement climatique par exemple.

QUELS SONT LES AVANTAGES DU G7 EN TANT QU'ENCEINTE ?

Le G7 est un cadre unique : avec son format réduit et informel, il offre aux dirigeants des sept puissances un espace de dialogue libre et franc. L'efficacité de ce dialogue repose sur un socle de valeurs communes aux membres du groupe : la démocratie, le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, le libre marché, le respect du droit international. Cette liberté de ton et ces valeurs partagées permettent d'aborder des sujets sensibles et qui ne font pas toujours consensus.

QUELLE EST L'ARTICULATION ENTRE G7 ET G20 ?

Le G20, lancé en 1997 au niveau des ministres des finances suite à la crise asiatique, réunit depuis 2008 les Chefs d'Etat et de gouvernement pour répondre à la crise financière mondiale. Le G20 regroupe 20 membres (19 Etats et l'Union européenne) : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Russie, Turquie, Union européenne.

Ses discussions portent principalement sur des sujets liés à la gouvernance économique mondiale. La plus grande diversité de composition du G20, à la différence du G7, constitue une difficulté pour atteindre un haut niveau d'ambition. Cela lui confère, a contrario, une plus grande légitimité.

Les membres du G7 sont également tous membres du G20 : le G7 joue donc aussi un rôle de « laboratoire », où peuvent être préparées en groupe plus restreint des initiatives qui peuvent être ensuite reprises par le G20, dont les membres représentent 85% de la production économique mondiale et les deux tiers des habitants de la planète.

LE PROCESSUS DU G7

Le point culminant du G7 est le sommet annuel des dirigeants, qui se tiendra cette année du 24 au 26 août à Biarritz. Mais le G7 ne se résume

pas à ces deux jours ; de nombreux événements préparatoires jalonnent l'année : des rencontres d'experts, des séances de travail avec la société civile et des réunions des ministres du G7.

Des séances de négociations se tiennent également plusieurs fois dans l'année autour de ceux qu'on appelle les « sherpas », les représentants personnels des chefs d'Etat, eux-mêmes appuyés par les « sous-sherpas ». Le sherpa français est Philippe Etienne, le conseiller diplomatique du Président de la République. Le sous-sherpa est Laurent Bili, Directeur général de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international au sein du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

LE G7 : QUELS RÉSULTATS?

Le G7 n'est pas seulement un cadre informel de discussion : il est aussi à l'origine de résultats très concrets comme la création du GAFI (Groupe d'Action financière), la Banque européenne de reconstruction et de développement, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et le programme Muskoka pour réduire la mortalité maternelle et infantile, ou encore le soutien à la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat.

LES PRÉCÉDENTS SOMMETS DU G7 EN FRANCE

La France a déjà accueilli le sommet du G7 à six reprises :

1975 : LA RÉFORME DU SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Le sommet de Rambouillet (1975) est lancé à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing pour trouver une position commune face au premier choc pétrolier. A l'issue du sommet, la déclaration de Rambouillet est adoptée. Celle-ci a montré dès l'origine que les membres du G7 étaient conscients de leur responsabilité vis-à-vis du développement des pays les plus pauvres. Ce sommet, qui aboutit notamment à un accord entre la France et les Etats-Unis sur la réforme du système monétaire international, est considéré comme un succès par ses membres. Il sera

dès lors renouvelé chaque année.

1982 : L'AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

Le sommet de Versailles (1982) est le premier sommet organisé sous la présidence de François Mitterrand, qui accueille les délégations étrangères au Grand Trianon. L'économie, le commerce international, les questions énergétiques et les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont à l'ordre du jour. A Versailles, sont aussi abordés des sujets de politique internationale comme la crise des Malouines ou la guerre du Liban. Depuis ce sommet où a émergé un consensus sur la nécessité de renforcer l'aide au développement, le soutien aux pays en voie de développement est devenu central dans les discussions.

1989 : LA RECONNAISSANCE DE VALEURS COMMUNES

Le sommet de Paris (1989) s'est tenu dans l'Arche de la Défense, inaugurée pour l'occasion. Le sommet coïncide avec les célébrations du Bicentenaire de la Révolution française et permet aux membres de rappeler leur attachement à un socle de valeurs communes : la démocratie, le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, le libre marché et le respect du droit international. La question de la dette des pays en développement et le changement climatique sont au cœur des débats. Ce sommet voit aussi la création d'une des réalisations majeures du G7 en matière de sécurité internationale, celle du Groupe d'Action Financière (GAFI) qui lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

1996 : LA MONDIALISATION AU SERVICE DE TOUS

Le sommet de Lyon (1996) se tient sous la présidence de Jacques Chirac. Ce dernier souhaite faire du sommet une occasion de promouvoir une mondialisation au service de tous. Un accord sur le principe d'un allègement de la dette des pays les plus pauvres est trouvé. Enfin, des mesures pour coordonner la lutte contre la drogue et le crime organisé sont également prises.

2003 : L'ENVIRONNEMENT ET L'OUVERTURE AUX PAYS AFRICAINS

Le sommet d'Evian (2003) permet d'élargir pour la première fois les invitations au sommet à des pays africains. L'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Égypte, le Nigéria, le Maroc et le Sénégal sont invités à participer aux débats. L'environnement occupe aussi une part importante des discussions qui aboutissent à l'élaboration de plans d'actions sur l'eau, la santé et la famine en Afrique. Le rétrécissement de la couche d'ozone est également au cœur des préoccupations.

2011 : LE COMBAT POUR LA DÉMOCRATIE

Le sommet de Deauville (2011), présidé par Nicolas Sarkozy, se déroule quelques mois après le début des printemps arabes. Ceux-ci deviennent l'enjeu principal des discussions qui aboutissent au Partenariat de Deauville : un soutien économique renforcé et la mobilisation de 70 milliards de dollars sont décidés en faveur des transitions démocratiques dans les pays de la région.